

bien dit, je crois, qu'essentiellement nous sommes d'accord sur les grandes lignes de la mesure expliquée par le ministre.

Nous nous y intéressons surtout à l'égard de la province d'Ontario. Alors même qu'une aide du même genre aurait pu être accordée aux régions rurales d'une autre façon ou en vertu des lois actuelles, nous appuyons volontiers les principes exposés par le ministre. Ce genre d'aide et les principes qui l'inspirent sont indispensables.

● (7.20 p.m.)

Attentif aux paroles du ministre, j'ai compris qu'elles s'appliquaient à plusieurs régions de la province d'Ontario. Il n'y a pas longtemps, le gouvernement provincial dressait un rapport économique indiquant l'échelle des revenus dans plusieurs régions de l'Ontario, et les moyennes étaient révélatrices. D'autres part, une étude effectuée sous les auspices du gouvernement fédéral couvrirait plus ou moins les mêmes régions. Ainsi, je répète ce que j'ai déjà dit dans des débats antérieurs, il est difficile pour un groupe de gens de constater qu'ils vivent dans une région où règne la pauvreté ou le marasme.

Dans l'initiative du gouvernement, je m'oppose surtout à sa façon de traiter l'ensemble du pays. Nous terminions récemment un débat sur le remaniement de la carte électorale, et je sais que mes paroles éveillent des échos chez le ministre, puisqu'il est comme moi menacé d'extinction. Le gouvernement semble vouloir réduire la voix du Canada rural; la préparation des cartes en est la preuve. La semaine dernière, j'ai protesté contre ces manières, et je proteste encore ce soir, au nom de mes commettants. Ce n'est pas que je m'estime le meilleur député à la Chambre, mais je sais que ma circonscription dépend de moi pour obtenir les services émanant du pouvoir législatif.

J'ai un autre grief à formuler à ce propos. Il y a peu de temps, j'ai posé au ministre de l'Agriculture (M. Greene), une question portant sur l'importation au Canada des produits du porc. Ceci est en rapport avec le fait que le ministre dit que le projet de loi dont nous sommes saisis a pour but de donner un nouvel essor aux régions rurales. J'ai essayé pendant des années d'obtenir une réponse du gouvernement. C'était à une époque où les prix que recevraient les éleveurs de porcs atteignaient leur niveau maximum dans l'histoire du Canada. Le ministre me fournit une réponse incomplète.

Je savais qu'il tournait autour du pot et je me suis vu finalement forcé d'inscrire ma question au *Feuilleton* de manière à obtenir une réponse détaillée. Je constatai alors qu'il ne s'agissait pas de 2 million mais de 2½ millions de livres de porc importé, et cette semaine-là, le prix du porc baissa. Ne devrions-nous pas montrer plus de considération envers nos producteurs de denrées essentielles? S'ils traversent une période de hauts profits, tant mieux. Ne les en privons pas. Personne ne me persuadera que ce n'était pas voulu. Je me rends compte je ne puis montrer du doigt le gouvernement et dire: «Voilà le responsable». Il n'en demeure pas moins que le gouvernement est responsable en ce qu'il n'a pas pris à cœur les intérêts des éleveurs de porcs.

En conséquence, je suis prêt à écouter les considérations philosophiques du ministre sur ce qu'il se propose de faire pour ces gens. Mais ainsi que l'a dit un préopinant, nous ne voulons pas des mots mais des actes.

Avant la fin de ces débats, le ministre se doit de déterminer clairement la voie qu'un groupe doit suivre, du niveau municipal au niveau fédéral. Ce n'est pas clair à l'heure actuelle. L'année dernière, des groupements, des organisations et des particuliers sont venus me trouver dans ma région pour m'interroger sur la marche à suivre. A maintes reprises, je me suis vu réduit à leur répondre: «Je n'en sais vraiment rien. Mais avez-vous fait telle ou telle chose? Avez-vous été voir un tel et un tel? Avez-vous une organisation de comté?» Ils m'ont répondu. «Tout cela n'a servi à rien. Ce que nous voulons, c'est savoir comment s'y prendre pour se faire entendre par le ministre responsable à Ottawa.» Il m'est arrivé de leur donner mon impression en termes non équivoques. Dans l'intérêt de ces gens, je demande au ministre d'énoncer clairement les mesures qu'il va prendre.

Je crois que le ministre a parlé sincèrement en faveur des régions rurales; je lui demande donc de surveiller également les incidents du genre de celui qui s'est produit en mars dernier, alors qu'on a importé des denrées primaires. Monsieur l'Orateur, vous savez, tout comme le ministre, qu'une société industrielle a une autre manière de régler une telle situation. Je crois que le ministre pourra y changer quelque chose s'il demeure aussi vigilant qu'il l'a été, cet après-midi, dans son discours.

Le ministre a parlé de la souplesse de l'ARDA et il a dit que ce bill comblerait une lacune. Il a parlé aussi de l'exécution du